

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE abaisse ses taux de 25 points

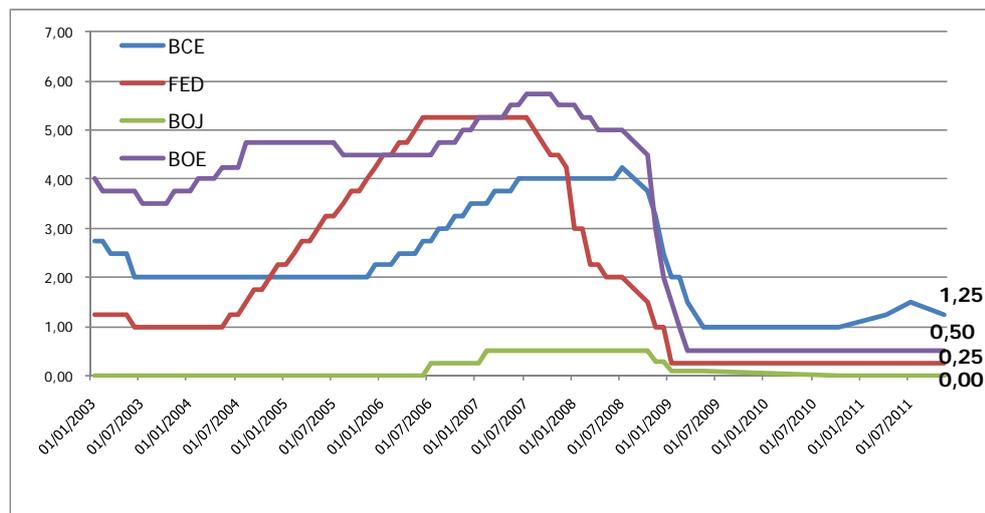
Le 3 novembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux de la facilité de dépôt à 0,50 %.

Le Président de la BCE observe que «les tensions persistantes sur les marchés financiers devraient freiner le rythme de la croissance économique dans la zone euro au second semestre de cette année et au-delà. L'incertitude entourant les perspectives économiques demeure particulièrement élevée et les risques à la baisse s'intensifient.»

La BCE a également publié le 5 novembre 2011 les conditions d'achats de son nouveau programme d'obligations sécurisées de 40 milliards d'euros jusqu'en octobre 2012 qui avait été annoncé le 6 octobre 2011. Il portera sur des émissions d'obligations d'un volume minimum de 300 millions d'euros, émises sur le marché primaire ou secondaire et bénéficiant d'une notation au moins égale à BBB- ou équivalente attribuée par au moins l'une des principales agences de notation.

#### La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 2 novembre 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed observe que la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme plus modéré au cours des prochains trimestres. Elle a également abaissé ses perspectives de croissance pour 2012.



### Chômage

#### Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 780 500 fin septembre 2011, soit une hausse de 0,9 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 26 000 personnes). Sur un an, il croît de 3 % (+ 0,9 % pour les hommes et + 5,4 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 14,3 %.

#### Très légère hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,2 % en septembre 2011, en hausse de 0,1 % par rapport à août. Il était de 10,1 % en septembre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,7 % en septembre 2011. Il était de 9,6 % en septembre 2010.

## Inflation

### Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,1 % sur un mois en septembre 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,1 % en glissement annuel.

### Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en octobre 2011, stable par rapport à septembre.

## Asie/Pacifique

### Le Japon dégage un excédent commercial

En septembre 2011, la production industrielle du Japon a reculé de 4 %. Les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % sur un an en septembre tirés par les prix de l'énergie et baissés de 0,4 % en les excluant. Le taux de chômage est estimé à 4,1 % contre 4,3 % en août. En septembre 2011, les exportations ont augmenté de 2,3 % sur un an. Les importations, pour leur part, progressent de 12,1 %. L'excédent commercial s'élève à 2,9 milliards d'euros.

Le 3 novembre 2011, les autorités japonaises sont intervenues tout comme au mois d'août de manière unilatérale sur le marché de changes pour limiter la hausse du yen.

### Ralentissement de la croissance du PIB chinois au troisième trimestre 2011

Le PIB chinois a cru de 9,1 % au troisième trimestre 2011 en rythme annuel, contre 9,5 % au deuxième trimestre et 9,7 % au premier trimestre. En septembre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 6,1 % en rythme annuel contre 6,2 % en août. La production industrielle a progressé de 13,8 % sur un an en septembre contre 13,5 % en août. En septembre, les exportations sont en hausse de 17,1 % et les importations de 20,9 %. L'excédent commercial atteint 14,5 milliards de dollars.

## Comité interministériel de l'outre-mer

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ainsi que la ministre chargée de l'outre-mer, ont présenté en Conseil des ministres du 26 octobre 2011 un bilan de l'action du Comité interministériel de l'outre-mer (CIOM), près de deux ans après sa création. Sur les 137 mesures listées par le Comité de novembre 2009, 90 % sont réalisées ou en cours de l'être. Le ministre de l'intérieur a mis l'accent sur les efforts intervenus en matière de sécurité. La ministre chargée de l'outre-mer a notamment fait le point sur les évolutions institutionnelles de la législation.

Le document est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr>

## Lutte contre le blanchiment de capitaux

### FATF-GAFI

Au cours de la réunion plénière des 27 et 28 octobre 2011 à Paris, le GAFI a pris de nouvelles mesures pour protéger le système financier international. Il a également publié deux documents relatifs aux juridictions susceptibles de présenter un risque pour le système financier international en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : « Déclaration publique du GAFI » et « Améliorer la conformité des normes LB/FT ». Ces documents sont disponibles en téléchargement sur : <http://www.fatf-gafi.org>

## Actualité bancaire

### IEOM

A la suite des décisions de la BCE d'abaissement de taux, la facilité de prêt marginal et l'escompte de chèques ont été abaissés de 25 points de base respectivement à 2 %.

### Code de la consommation

L'ordonnance n° 2011-1327 du 20 octobre 2011 prise sur le fondement de la loi du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière a été publiée au Journal Officiel de la République du 21 octobre 2011. Elle porte extension et adaptation des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ainsi qu'à la fourniture des services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna.

### Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers

Le 20 octobre 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Cette révision vise à conforter les décisions du G20 (Pittsburg 2009) sur la nécessité d'améliorer la transparence des marchés moins réglementés y compris les marchés de dérivés de matières premières et de lutter contre la volatilité excessive. Les propositions permettront de rendre les marchés plus solides et plus efficaces, plus résilients et renforceront la protection des investisseurs. Elles prévoient notamment la création d'un label spécifique pour les marchés destinés au financement des PME. Ce cadre renforce les pouvoirs de surveillance des autorités de régulation et établit des règles de fonctionnement claires pour toutes les activités de négociation notamment les marchés de dérivés sur matières premières. La proposition a été transmise au Parlement et au Conseil pour négociation et adoption.

## Publications de l'IEOM

### Balance des paiements 2010 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Les rapports annuels 2010 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse (n° 48) sont disponibles en téléchargement, et gratuitement, sur notre site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## Autres Publications

**Union européenne** : l'Union européenne a publié un code de bonne conduite à l'intention des institutions de microfinance. Le document est disponible en anglais sur :

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/thefunds/instruments/jasmine\\_cgc\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/jasmine_cgc_en.cfm)

## **2 – Actualité régionale**

---

### Australie : des mesures pour faciliter les transferts d'argent des migrants

Le gouvernement australien a débloqué la somme de 3,5 millions de dollars pour améliorer les dispositifs de transferts de fonds des particuliers. Des négociations ont aussi été menées avec les banques WestPac et ANZ, afin d'abaisser les coûts des transferts de fonds vers les pays du Pacifique. Ils sont aujourd'hui estimés à 9 % du montant des opérations. En association avec le gouvernement néo-zélandais, un site internet ([www.sendmoneypacific.org](http://www.sendmoneypacific.org)), comparant les tarifs des opérateurs effectuant des virements internationaux dans la zone, a été créé.

Pour mémoire, à Tonga ou au Samoa, les flux issus de ces transferts sont estimés à un montant variant entre 20 et 30 % du PIB.

### 23<sup>e</sup> sommet de l'APEC (Coopération Economique Asie-Pacifique) à Hawaï

Le 23<sup>e</sup> sommet de la Coopération Economique Asie-Pacifique (APEC), s'est tenu à Honolulu, Hawaï du 7 au 13 novembre 2011. Créée en 1989, l'APEC regroupe 21 pays de la zone Asie-Pacifique répartis sur 4 continents, et a pour objectif de faciliter les échanges commerciaux entre ses pays membres. Le principal enjeu de ce sommet porte sur la signature par l'ensemble des membres d'un accord de libre-échange. L'entrée en vigueur de cet accord pourrait intervenir dès 2012.

### Adhésion du Vanuatu à l'OMC

L'archipel du Vanuatu a officiellement été accueilli au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à la fin du mois d'octobre 2011 lors de son Conseil Général qui se tenait à Genève. Le Parlement du Vanuatu doit ratifier les textes relatifs à cette adhésion avant le 31 décembre de l'année 2011. L'archipel deviendra le 154<sup>e</sup> membre plein de cette organisation.

## **3 – Brèves locales**

---

### Une hausse annuelle des prix prononcée

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) enregistre au 30 septembre 2011 une variation de 1,3 % sur le trimestre et de 3,9 % sur l'année. Les principaux postes à l'origine de cette hausse sont l'énergie (+10,7 %) et l'alimentation (+3,9 %). Les activités de service corrélées à ces postes subissent également des hausses notables : +12 % pour la restauration, +4,5 % pour le transport.

A titre de comparaison, la hausse des prix constatée sur les 12 derniers mois en Nouvelle-Calédonie est de 2,3 % et de 2,2 % en France métropolitaine.

### L'activité économique locale stimulée par de nouveaux marchés publics

La commande publique offre de bonnes perspectives de soutien à l'économie locale, et particulièrement dans le secteur du BTP. Ainsi, les travaux de réhabilitation du Lycée d'Etat de Mata'Utu ont débuté le mois dernier, pour 305 millions de F CFP. Le marché de la salle omnisport de Kafika, d'un budget global de 535 millions de F CFP, a par ailleurs été récemment attribué : les travaux débuteront fin janvier 2012 pour une durée d'exécution fixée à 1 an.

Enfin, un appel d'offre vient d'être lancé sur concours du X<sup>e</sup> FED, pour la rénovation des écoles primaires touchées par le cyclone Tomas à Futuna. L'activité du secteur du BTP devrait ensuite être assurée par les marchés de construction, de rénovation et d'aménagement des sites sportifs qui accueilleront les mini-jeux de 2013.

## Création de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna

L'arrêté n°2011-377 du 12 octobre 2011 a officialisé l'adoption des statuts de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna (CPS WF). Cette caisse est issue de l'unification de la Caisse Locale de Retraite (CLR) et de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales (CCPF). La raison principale de ce rapprochement tient aux difficultés de gestion engendrées par la coexistence des 2 organismes, disposant de statuts et de budgets distincts.

La nouvelle caisse unifiée, qui assurera une gestion en comptes distincts des prestations retraite et familiales, sera mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

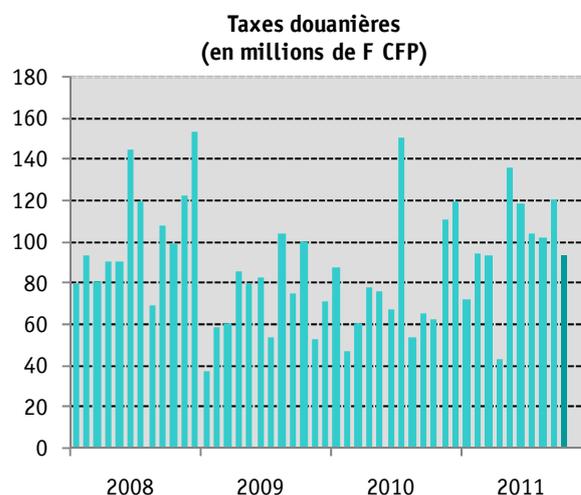
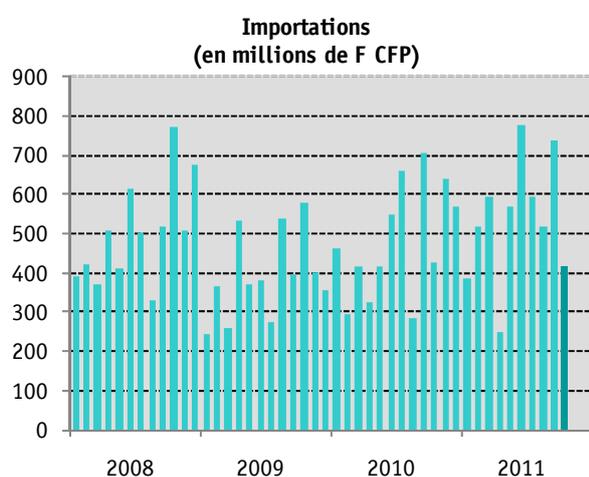
## Réduction de la tarification internet

Une réduction des tarifs internet à haut débit a été votée lors de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale en octobre dernier. Cette baisse de 30 % en moyenne est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2011 (arrêté n°2011-373 du 12 octobre 2011). L'ancienne tarification a été revue à la baisse compte tenu du nombre important d'abonnés (1 144), sensiblement supérieur aux objectifs initialement prévus.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			3 <sup>e</sup> trim-11	108,55	-	3,9%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			avr-10	82 206	-	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>			mars-11	1 969	-	-1,9%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	oct-11	419	-42,9%	-4,1%	
	cumulées	oct-11	5 411	-	17,8%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-11	93	-22,3%	42,1%	
	cumulés	oct-11	976	-	30,6%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	oct-11	343	-	9,0%	
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-11	1 592	-1,3%	-0,5%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%	
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-11	2 454	-7,8%	-4,5%	
	cumulé	sept-11	21 391	-	13,0%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-11	1 200	-9,6%	-21,4%	
	cumulé	sept-11	10 176	-	6,8%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-11	4	33,3%	0,0%	
	cumulées	oct-11	30	-	7,1%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-11	5	-44,4%	-70,6%	

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

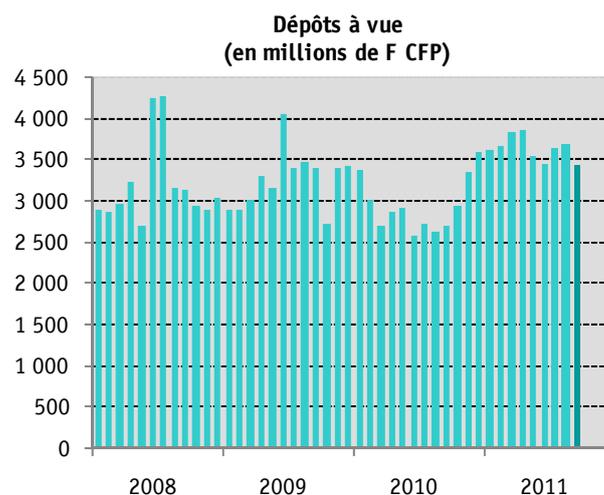
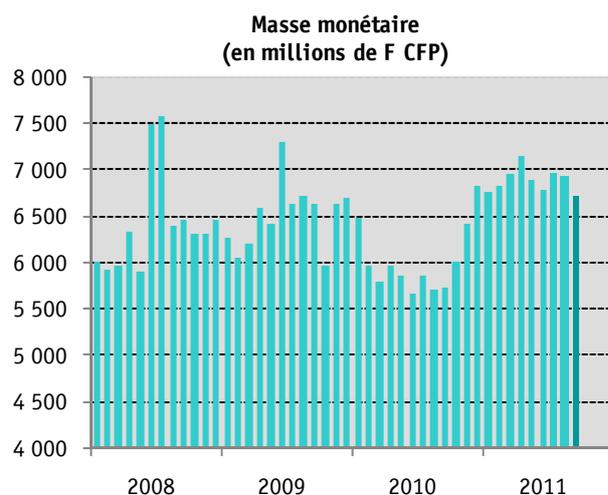


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Fortes progression annuelle de la masse monétaire sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

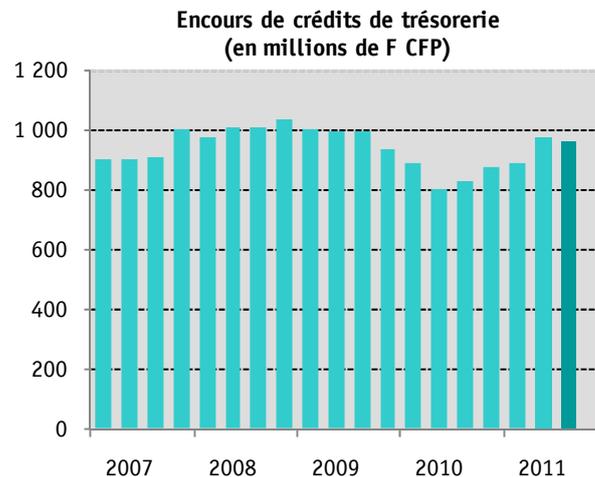
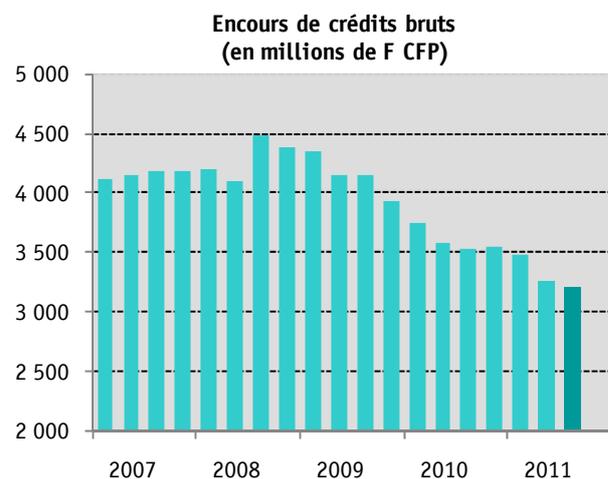
en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	1 975	2 056	2 103	2,3%	6,5%
Dépôts à vue	2 689	3 682	3 419	-7,1%	27,2%
<b>Total M1</b>	<b>4 663</b>	<b>5 738</b>	<b>5 522</b>	<b>-3,8%</b>	<b>18,4%</b>
M2-M1	543	575	569	-1,1%	4,8%
<b>Total M3</b>	<b>5 722</b>	<b>6 935</b>	<b>6 719</b>	<b>-3,1%</b>	<b>17,4%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

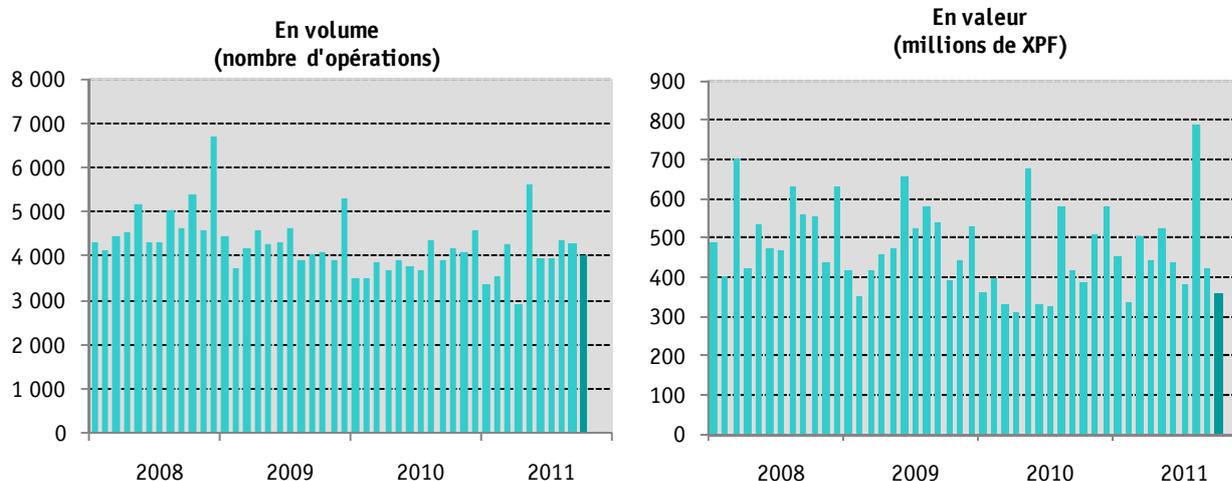
en millions de F CFP	sept-09	sept-10	sept-11	▲/an
Crédits de trésorerie	995	826	961	16,3%
Crédits à l'équipement	1 503	1 325	1 097	-17,2%
Crédits à l'habitat	507	374	366	-1,9%
Autres crédits	378	230	197	-14,3%
Sous total	3 383	2 754	2 621	-4,8%
Créances douteuses brutes	763	777	592	-23,8%
<b>Total</b>	<b>4 146</b>	<b>3 531</b>	<b>3 214</b>	<b>-9,0%</b>



## Compensation

Diminution des opérations de compensation sur le mois

	oct-10	sept-11	oct-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 156	4 289	3 995	40 272	-6,9%	-3,9%
Compensation (en millions de CFP)	388	421	356	4 651	-15,5%	-8,2%



## Incidents bancaires

Forte hausse annuelle des incidents de paiement par chèque

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	166	206	970	24,1%	267,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	1	9	0,0%	-

## Interdits bancaires

Nouvelle progression sur le mois du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>450</b>	<b>415</b>	<b>429</b>	<b>3,4%</b>	<b>-4,7%</b>
- dont personnes physiques	438	406	421	3,7%	-3,9%
- dont personnes morales	12	9	8	-11,1%	-33,3%

## Cotation

Diminution du nombre de cotes éligibles sur l'année

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>40</b>	<b>17</b>	<b>25</b>	<b>47,1%</b>	<b>-37,5%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	12	3	6	100,0%	-50,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3 <sup>e</sup> trim	104,50	108,55	3,9%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	12	8	-33,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	624	788	26,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	89	96	7,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	52	68	30,8%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	mars	2 007	1 969	-1,9%
dont secteur privé	mars	811	788	-2,8%
dont secteur public	mars	1 196	1 181	-1,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	438	421	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	septembre	0	1	-
incidents paiements sur chèques	septembre	56	206	267,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 445	1 427	-1,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	581	775	33,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	188	255	35,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	42	64	-34,4%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	octobre	4 531	5 356	18,2%
exportations	octobre	0	20	ns
recettes douanières	octobre	1071	1 330	24,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	octobre	747	976	30,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	octobre	315	343	9,0%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire</b>				
Dépôts à vue	septembre	2 689	3 419	27,2%
M1	septembre	4 663	5 522	18,4%
M2	septembre	5 206	6 091	17,0%
Dépôts à terme	septembre	516	628	21,6%
<b>M3</b>	septembre	<b>5 722</b>	<b>6 719</b>	<b>17,4%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
septembre		<b>3 531</b>	<b>3 214</b>	<b>-9,0%</b>
Ménages	septembre	1 219	1 298	6,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	846	977	15,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	374	321	-14,2%
Entreprises	septembre	1 116	955	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	64	66	2,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 002	808	-19,4%
<i>dont crédits à la construction</i>	septembre	-	-	-
Collectivités locales	septembre	322	289	-10,2%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	96	80	-17,0%
créances douteuses brutes	septembre	777	592	-23,8%
taux de créances douteuses	septembre	22,0%	18,4%	- 3,6 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	septembre	2 990	2 809	-6,1%
Sociétés	septembre	1 302	1 331	2,2%
Autres agents	septembre	3 888	3 499	-10,0%
dont assurances-vie	septembre	883	947	7,2%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

## 7- Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	09/11/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	09/11/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	09/11/2011	2,00%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	28/10/2011	30/09/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,9190%	1,4630%	- 0,544 pt	0,8170%	+ 0,102 pt
EURIBOR 1 mois	1,3660%	1,3560%	+ 0,010 pt	0,7820%	+ 0,584 pt
EURIBOR 3 mois	1,5920%	1,5540%	+ 0,038 pt	1,0060%	+ 0,586 pt
EURIBOR 6 mois	1,7930%	1,7530%	+ 0,040 pt	1,2270%	+ 0,566 pt
EURIBOR 12 mois	2,1290%	2,0840%	+ 0,045 pt	1,5070%	+ 0,622 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996
taux d'intérêt légal		JORF
année 2011	0,38%	03/02/2011
année 2010	0,65%	11/02/2010

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/10/2011	30/09/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,9835%	0,9963%	- 0,013 pt	0,4902%	+ 0,429 pt
EURIBOR 1 mois	1,3640%	1,3470%	+ 0,017 pt	0,8110%	+ 0,553 pt
EURIBOR 3 mois	1,5750%	1,5360%	+ 0,039 pt	1,0220%	+ 0,553 pt
EURIBOR 6 mois	1,7760%	1,7360%	+ 0,040 pt	1,2510%	+ 0,525 pt
EURIBOR 12 mois	2,1100%	2,0670%	+ 0,043 pt	1,5260%	+ 0,584 pt
TMO	3,2200%	2,9100%	+ 0,310 pt	3,5900%	- 0,370 pt
TME	3,0200%	2,7100%	+ 0,310 pt	3,3900%	- 0,370 pt
TRBOSP	3,2700%	2,9300%	+ 0,340 pt	3,6500%	- 0,380 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010
taux JJ	0,125%	0,180%	0,230%	0,055%	0,070%	0,080%	0,625%	0,485%	0,490%
3 mois	0,520%	0,945%	0,476%	0,325%	0,795%	0,110%	0,970%	1,190%	0,820%
10 ans emprunts phares	2,330%	1,940%	3,310%	1,040%	1,040%	1,120%	2,610%	2,430%	3,400%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	16,62%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,10%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Prêts-relais	6,28%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,03%	Découverts en compte (1)	13,84%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	12,76%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,16%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	85,2309	1 NZD/XPF	69,2863	1 HKD/XPF	10,9745	1 GBP/XPF	136,6759	
100 JPY/XPF	109,2581	1 AUD/XPF	90,2319	1 SGD/XPF	68,2286	100 VUV/XPF	93,5489	1 FJD/XPF	49,3066